



**Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/45/303  
5 juin 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/  
ESPAGNOL/FRANCAIS

Quarante-cinquième session  
Points 12, 41, 58, 82, 83, 84, 85,  
86 et 111 de la liste préliminaire\*

**RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**OUVERTURE DE NEGOCIATIONS GLOBALES SUR LA COOPERATION ECONOMIQUE  
INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT**

**DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET**

**DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE**

**CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT**

**PROTECTION DU CLIMAT MONDIAL POUR LES GENERATIONS PRESENTES ET FUTURES**

**COOPERATION INTERNATIONALE EN VUE D'ELIMINER LA PAUVRETE DANS  
LES PAYS EN DEVELOPPEMENT**

**CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT**

**LUTTE INTERNATIONALE CONTRE L'ABUS ET LE TRAFIC ILLICITE DES DROGUES**

Lettre datée du 5 juin 1990, adressée au Secrétaire général par  
le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la  
Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte, dans ses versions anglaise, arabe, espagnole et française, du communiqué commun adopté par le Groupe au sommet pour la consultation et la coopération Sud-Sud (Groupe des Quinze) à sa première réunion, tenue à Kuala Lumpur, du 1er au 3 juin 1990 (voir annexe).

\* A/45/50.

A/45/303  
Français  
Page 2

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre des points 12, 41, 58, 82, 83, 84, 85, 86 et 111 de la liste préliminaire.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) HASMY Agam

/...

ANNEXE

Communiqué commun adopté par le Groupe au sommet pour la consultation  
et la coopération Sud-Sud (Groupe des Quinze) à sa première réunion,  
tenue à Kuala Lumpur, du 1er au 3 juin 1990

1. Nous, les chefs d'Etat ou de gouvernement ou représentants spéciaux de l'Algérie, de l'Argentine, du Brésil, de l'Egypte, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Jamaïque, de la Malaisie, du Mexique, du Nigéria, du Pérou, du Sénégal, du Venezuela, de la Yougoslavie et du Zimbabwe, nous sommes réunis à Kuala Lumpur du 1er au 3 juin 1990 pour engager un processus de consultations périodiques et de coordination dans le but de renforcer la coopération et l'autonomie dans le contexte d'un monde de plus en plus interdépendant. Une évaluation de la situation économique mondiale et de l'état des relations économiques internationales qui affectent les pays en développement est un facteur nécessaire à l'harmonisation de nos points de vue sur des événements qui sont importants pour tous les pays du Sud. Cette évaluation nous permettrait d'élaborer des stratégies communes. Nous considérons qu'il s'agit là d'un impératif pour nous permettre de faire face aux changements de grande portée qui se produisent à un rythme sans précédent dans le monde comme dans nos pays.

2. Nous vivons des moments caractérisés par des mutations d'importance capitale et des perspectives prometteuses favorables à une action collective de tous les pays en vue de promouvoir le bien-être et la paix dans le monde. Le relâchement de la tension dans les relations Est-Ouest, l'évolution politique en Europe de l'Est, l'amorce d'un processus de désarmement, les progrès dans le règlement des conflits régionaux, la convergence croissante des conceptions sur les stratégies de développement et la nécessité d'une interaction plus étroite avec les courants principaux de l'économie mondiale, ont donné naissance à des opportunités pour un élan nouveau de la coopération internationale pour le développement.

3. L'économie mondiale et les relations économiques internationales traversent une phase de changements structurels. L'évolution rapide de la science et de la technologie a transformé les modèles de production, de consommation et d'échange. La révolution des technologies de communication conduit à une globalisation sans précédent des marchés, notamment du marché des capitaux. De nouveaux centres de puissance économique ont émergé. Ces faits nouveaux ont renforcé l'interdépendance des nations et les interconnexions des problèmes qui nécessitent une approche globale. La prise de conscience croissante des menaces qui pèsent sur l'environnement a mis en relief encore davantage la nécessité d'un partage des responsabilités pour le devenir de la planète.

4. La constitution de groupements économiques entre pays développés risque d'entraîner la fragmentation du commerce international. Cela est d'autant plus vrai que nous assistons actuellement à une érosion du système commercial multilatéral. Dès lors, l'impact de ces groupements sur le commerce mondial dépendra étroitement de leurs politiques économiques extérieures. L'intégration économique réussie devrait dépasser les arrangements spéciaux et régionaux et conduire au renforcement du système multilatéral, offrant des chances à tous les pays.

5. Bien que le commerce international et la production mondiale aient enregistré une croissance soutenue pendant un certain nombre d'années, la grande majorité des pays en développement ont connu la stagnation ou le déclin en termes réels de leur revenu par habitant et une détérioration de leur infrastructure économique et sociale.

6. Nous sommes pleinement conscients que le développement de nos pays respectifs relève avant tout de notre responsabilité. Nous avons entrepris des réformes économiques de grande portée et des mesures d'ajustement structurel, dont certaines ont entraîné un coût social et politique souvent élevé, afin de renforcer la compétitivité, de relever le niveau technologique et d'améliorer l'efficacité. Pour que le développement national ne faiblisse pas, un environnement économique international favorable et prévisible est indispensable.

7. Nous nous engageons en même temps à prendre les mesures nécessaires pour mobiliser les ressources intérieures et accueillir les capitaux extérieurs, en particulier les investissements directs et autres flux non générateurs d'endettement.

8. Un défi majeur à relever consiste à mettre en place des politiques qui renforcent les conditions de la croissance et du développement dans l'économie mondiale. Une croissance et un développement accélérés dans les pays en développement nécessitent une augmentation substantielle du transfert de ressources en direction de ces pays, l'ouverture d'un accès plus large aux marchés pour leurs produits d'exportation et l'assurance d'une stabilité et d'une transparence dans la gestion des politiques et des arrangements monétaires et financiers internationaux.

9. Nous sommes profondément préoccupés par la persistance du problème de la dette extérieure. A cet égard, il y a un besoin urgent de solutions novatrices, globales et flexibles au problème de la dette extérieure, en vue d'inverser le transfert net négatif de ressources qui met sérieusement en danger les efforts que déploient les pays en développement pour atteindre des niveaux de croissance adéquats et améliorer leur revenu réel. Ces facteurs sont également d'une importance vitale pour la stabilité sociale et pour la consolidation des processus démocratiques.

10. Toute solution véritable du problème de la dette extérieure est du ressort d'une responsabilité commune et nécessite le plein engagement des pays débiteurs, des pays créanciers, des institutions financières multilatérales et des banques commerciales, ainsi que l'établissement d'une relation entre le service de la dette et les besoins de développement. Les pays développés doivent faire des efforts pour réduire les déséquilibres intérieurs et extérieurs, améliorer le fonctionnement du système monétaire international, stabiliser les taux de change, abaisser les taux d'intérêts réels et assurer l'accès à leurs marchés.

11. Les récentes initiatives visant à la réduction du stock de la dette et de son service sont des pas dans la bonne direction. Cependant, ces initiatives doivent être renforcées, élargies pour englober toutes les catégories de nations endettées et mises en application de manière plus effective, afin de répondre au caractère universel et aux multiples aspects du problème de l'endettement. Il convient

également de prévoir une approche positive, et non des mesures punitives, vis-à-vis du problème des arriérés de paiement dus aux institutions financières multilatérales. Il faut en outre créer des mécanismes appropriés pour aider les pays en développement qui effectuent des transferts nets de ressources à ces institutions. Des ressources additionnelles considérables sont nécessaires à l'appui des opérations de réduction de la dette et des mesures d'ajustement.

12. Nous avons convenu que des experts financiers de nos pays agissant en tant que représentants personnels des chefs d'Etat ou de gouvernement se rencontreront et discuteront le problème de la dette extérieure en vue de formuler des approches communes.

13. Il existe un lien étroit entre le commerce et la dette extérieure. Une amélioration de l'accès aux marchés et des conditions commerciales pour les pays en développement est une composante essentielle d'une solution efficace et durable au problème de la dette extérieure.

14. Un système commercial multilatéral ouvert revêt une importance cruciale pour l'expansion du commerce mondial et le développement de tous les pays. Les tendances récentes à l'unilatéralisme et au bilatéralisme sélectif qui menacent le système multilatéral doivent être inversées. Nous attendons des pays développés qu'ils remplissent leurs engagements portant sur l'immobilisation et le repli imposé et pour ce qui est d'assurer une plus grande transparence et une plus grande prévisibilité aux règles du GATT. Nous réaffirmons notre engagement envers une conclusion équilibrée et fructueuse des Négociations commerciales multilatérales d'Uruguay dans le cadre du GATT, qui tiennent compte des préoccupations et des besoins des pays en développement. Nous convenons d'établir des consultations étroites entre nous et de coordonner nos efforts à cette fin.

15. Nous convenons de coopérer entre nous et avec les pays développés pour renforcer les marchés des produits de base en vue d'obtenir des prix stables et rémunérateurs. Nous demandons instamment que des efforts soient entrepris pour améliorer l'accès aux marchés des pays industrialisés afin que les pays en développement puissent exploiter pleinement les chances d'accroître la transformation des produits et d'améliorer leur commercialisation et leur distribution. A cet égard, il est important d'assurer le fonctionnement efficace du Fonds commun des produits de base, récemment créé.

16. Nous sommes préoccupés par le fait que certains pays industrialisés continuent à accorder des subventions considérables à la production et aux exportations agricoles, ce qui prive les pays en développement d'un accès équitable et compétitif à des débouchés commerciaux. Nous appuyons par conséquent les mesures visant à réduire, voire à éliminer, ces subventions qui introduisent des distorsions dans le marché des produits agricoles. Ceci ne pourrait qu'améliorer la situation économique internationale tout en tenant compte des intérêts des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

17. Nous accueillons avec satisfaction les changements positifs dans les relations Est-Ouest, qui ont permis un relâchement de la tension internationale et une amélioration des perspectives d'un désarmement significatif. A cet égard, il est essentiel de dégager les voies et moyens d'orienter vers le développement une part significative des ressources libérées grâce aux mesures de désarmement.

18. Les changements technologiques posent des défis aux pays en développement. Ils se répercutent sur l'avantage comparatif dont ils disposent dans le domaine de la production de matières premières et des activités économiques à fort coefficient de main-d'oeuvre. La monopolisation croissante du progrès technologique par les pays développés, d'une part, et la faiblesse de la base technologique et la capacité relativement réduite des pays en développement de combler l'écart technologique, d'autre part, sont aggravées par les barrières qui restreignent l'accès aux technologies de pointe. Il est nécessaire aussi d'améliorer l'accès aux nouvelles technologies, à leur diffusion et à leur utilisation par les pays en développement. A cet égard, il est vital que les régimes de propriété intellectuelle stimulent réellement le développement technologique des pays en développement et leur accès aux technologies de pointe. Nous sommes décidés à lancer un vaste programme de coopération dans le domaine de la science et de la technologie pour renforcer le développement du Sud.

19. Conscients de la responsabilité que nous partageons, avec tous les autres pays pour l'avenir de l'humanité, nous réaffirmons la nécessité d'entreprendre des actions efficaces pour la protection de l'environnement. Des efforts soutenus et à grande échelle s'imposent d'urgence pour sauvegarder l'environnement. Toute initiative globale conçue pour résoudre les problèmes écologiques nécessite une coopération internationale concertée, qui soit fondée sur un partage équitable des responsabilités et qui tienne compte des asymétries existant entre les pays développés et les pays en développement. Ces derniers ont besoin d'importantes ressources supplémentaires pour poursuivre leur objectif d'un développement soutenu, notamment l'accès à des technologies propres à des coûts abordables, et la création de nouveaux mécanismes de financement. Nous reconnaissons qu'il est important d'harmoniser nos points de vue sur des questions qui nous préoccupent au plus haut point et qui seront à l'ordre du jour de la prochaine Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui se tiendra au Brésil en 1992.

20. Nous considérons que le problème de la production et du trafic des drogues illicites est de plus en plus préoccupant. Il est nécessaire d'adopter une approche globale afin que les actions entreprises à l'heure actuelle dans les pays producteurs soient assorties de mesures décisives prises par la communauté internationale pour freiner la demande de drogues et pour encourager des programmes de cultures de remplacement et les activités génératrices de revenus, au lieu d'insister sur des programmes d'éradication nuisibles à l'environnement.

21. Nous aspirons à un dialogue constructif et soutenu avec les pays industrialisés. Il s'agit là d'un impératif pour la gestion la plus effective de l'interdépendance globale. Un consensus global pour une croissance économique et un développement soutenu s'impose d'urgence. Nous réaffirmons notre détermination à renforcer la coopération multilatérale et à travailler de concert pour dégager de nouvelles voies permettant de traiter les problèmes dans un esprit de coopération constructive et de soutien réciproque.

22. Nous considérons que la coopération Sud-Sud fait partie intégrante de notre stratégie destinée à donner un souffle nouveau à la coopération internationale pour le développement. Il nous faut trouver des possibilités d'interrelation entre les pays du Sud de façon à établir une base plus solide pour une autonomie collective. Une approche évolutive pour la promotion de cette coopération est appropriée et les pays intéressés devraient s'engager sur la voie de la coopération par le biais de projets viables ouverts à la participation de tous les pays en développement.

23. Afin d'accélérer la coopération Sud-Sud, nous nous sommes mis d'accord sur le principe suivant : si un noyau de pays est prêt à lancer et à réaliser une action commune pour le bénéfice de tous, il devrait aller de l'avant tout en s'assurant que ses actions ne portent pas préjudice aux intérêts fondamentaux des pays en développement qui ne sont pas encore prêts à participer.

24. Nous exhortons en outre les pays en développement, sur une base bilatérale, à exploiter activement leur potentiel d'échanges commerciaux en adoptant des arrangements en matière de paiements et d'"information commerciale" suffisamment souples pour s'adapter à leurs circonstances particulières. Nous confions à un groupe de travail formé de représentants des banques centrales le soin de formuler dans le détail les règles de fonctionnement d'un mécanisme de paiement interrégional afin de réaliser sans tarder ce projet sur une base pilote.

25. Nous convenons en principe de créer un centre du Sud pour l'échange d'informations sur l'investissement, le commerce et la technologie, qui aura pour missions la promotion et la diffusion d'informations sur les possibilités d'investissement et de commerce extérieur dans les pays du Sud, ainsi que sur la technologie et le transfert de technologie entre pays en développement. Nous convenons également de créer un groupe d'experts qui mettra au point les détails de la mise en oeuvre de ce projet, en tenant compte des arrangements existants dans les pays en développement.

26. Afin de stimuler la coopération Sud-Sud au sein du monde des affaires et des gouvernements, nous convenons qu'un forum des affaires et des investissements devrait être organisé pour rapprocher les hommes d'affaires et les investisseurs ainsi que les fonctionnaires gouvernementaux, afin qu'ils échangent idées et informations sur le commerce et les investissements Sud-Sud et la coopération dans ce domaine, y compris l'organisation de foires commerciales et la promotion d'opportunités d'échanges et d'investissements dans le Sud.

27. A la lumière des besoins des pays en développement en matière d'amélioration de leurs capacités dans le domaine de la science et de la technologie, en vue d'augmenter la production alimentaire dans le cas des pays en déficit vivrier et de répondre aux problèmes démographiques, nous avons pris note des projets spécifiques proposés dans ces domaines. Nous avons décidé que les détails de ces projets seront mis au point par des groupes d'experts en vue de leur mise en oeuvre.

28. Nous attachons une importance particulière au système global de préférences commerciales entre pays en développement, en tant qu'instrument de promotion des échanges et d'une coopération économique plus étroite entre eux. Dans ce contexte, nous envisageons de lancer, dès que possible, une deuxième série de négociations dans le cadre du système global de préférences commerciales.

29. Nous pensons qu'il serait utile que les groupements économiques régionaux des pays en développement coopèrent sur une base interrégionale dans leur intérêt mutuel, et nous recommandons aux pays d'adopter des mesures concrètes pour la mise en oeuvre de cette initiative.

30. Nous avons convenu de consulter le Groupe des Vingt-Quatre sur les modalités d'établissement d'un groupe consultatif pour aider les pays en développement, sur leur demande, dans leurs relations avec les institutions financières multilatérales et pour donner un avis sur l'impact possible des conditions mises en avant par ces institutions.

31. Nous sommes tous membres de la vaste fraternité des pays en développement, notamment du Mouvement des pays non alignés ou du Groupe des 77. Nous nous engageons pleinement pour atteindre notre objectif, qui est de promouvoir la coopération entre pays en développement. Dans ce but, nous convenons de communiquer les résultats de notre réunion à tous les membres du Groupe des 77 et du Mouvement des pays non alignés.

32. Nous avons convenu d'établir un comité directeur composé des ministres des affaires étrangères de trois pays membres, à savoir la Malaisie, le Sénégal et le Venezuela, et chargé de coordonner les travaux du Groupe des Quinze d'ici le prochain sommet et d'organiser un petit groupe de personnel permanent pour le Comité directeur.

33. Pour la réalisation des projets, nous avons également décidé que des mécanismes de soutien devraient être mis sur pied dans les pays dont les projets ont été acceptés.

34. Nous avons décidé que nos réunions au sommet auraient lieu tous les ans. Nous avons accepté avec gratitude l'invitation de M. Carlos Andres Pérez, Président du Venezuela, pour la tenue de notre prochaine réunion à Caracas en juin 1991.

35. Nous avons pris note avec satisfaction du rapport intérimaire que le Président de la Commission du Sud, Mwalimu Julius Nyerere, a établi sur la dissolution de la Commission indépendante. Nous attendons avec impatience la présentation du rapport final qui se fera à Caracas en août prochain et acceptons avec plaisir l'invitation que nous a faite le Président Pérez d'être représentés à cette occasion au niveau ministériel.

36. Nous exprimons nos remerciements chaleureux au Premier Ministre, Dato' Seri Mahathir Mohamad, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple de Malaisie, qui ont concrétisé l'initiative de la consultation et de la coopération Sud-Sud lancée à Belgrade en septembre 1989. Nous exprimons également notre profonde gratitude pour les remarquables dispositions prises pour notre réunion et pour la généreuse hospitalité qui nous a été offerte par le Gouvernement et le peuple de Malaisie.

-----